

POUR L'INTERDICTION DES PESTICIDES DE SYNTHÈSE EN GIRONDE
MARCHE CITOYENNE DU 18 MAI CONTRE BAYER-MONSANTO & CO

LETTRE OUVERTE A:

Madame BUCCIO Préfète de Gironde et de Nouvelle Aquitaine, Monsieur DUBOURG président de la Chambre d'Agriculture Gironde, Monsieur SICHEL président du CIVB, Monsieur Grandeau, président de la Fédération des Grand Vins de Bordeaux, Monsieur Farge, président de la CNAOC, Bruno LAFON, président du syndicat des Sylviculteurs du Sud-Ouest, Michel LAFORCADE Directeur Général de l'Agence Régional de Santé Nouvelle Aquitaine.

Bordeaux le 10 mai 2019

Madame, Messieurs,

L'urgence climatique et environnementale exige un changement radical de modèle agricole.

Le 18 mai 2019, pour la 7ème année consécutive, des citoyens du monde entier se rassembleront dans des centaines de villes pour des marches et des actions non-violentes. Ils manifesteront contre le système agro-industriel incarné par les multinationales de l'agrochimie mais aussi par les institutions que vous représentez.

Nos associations - et les habitants de Gironde de plus en plus nombreux qui nous soutiennent - sont las des tergiversations de chacune de vos institutions face au risque d'empoisonnement que nous encourons en permanence (cf les résultats de la récente enquête ATMO), dans un département qui est champion de cette surconsommation de pesticides. Nous exigeons l'arrêt complet des pesticides de synthèse et d'abord des plus dangereux d'entre eux : les cancérigènes, mutagènes, reprotoxiques (CMR) et les perturbateurs endocriniens (PE).

→ **Du côté des pouvoirs publics**, on se réfugie derrière le fait que ces produits ont obtenu les AMM (autorisations de mises sur le marché) de l'ANSES, y compris pour ne pas protéger davantage les populations les plus fragiles. En Gironde, l'arrêté préfectoral autorise à pulvériser à 5 mètres de la cour d'une école des produits CMR, PE ou SDHi pour peu que ce soit 20 minutes avant la classe et de disposer d'équipements spéciaux !

Certes, ces produits ont obtenu une AMM mais vous n'ignorez pas les pratiques révoltantes des multinationales de l'agrochimie, révélées pas des enquêtes (*Monsanto papers...*). Ces entreprises publient des études scientifiques falsifiées et exercent d'énormes pressions sur les institutions européennes pour obtenir la prolongation d'autorisation de leurs poisons.

Au niveau gouvernemental, la France n'a prohibé l'usage des pesticides de synthèse **QUE** pour les particuliers et **QUE** dans les espaces verts publics. Les décisions négatives récentes, telles que la prolongation d'autorisation du glyphosate dans l'UE jusqu'en 2022 ou le report à 2025 de l'arrêt de la fabrication de pesticides interdits en France, continuent d'être adoptées au mépris de la santé humaine et de la préservation de l'environnement !

→ **Du côté des institutions agricoles** - hormis celles de l'agriculture bio - on est dans le déni total de l'urgence de la situation. On dépense beaucoup d'énergie et d'argent pour des campagnes de communication et des labels type « Haute Valeur Environnementale » (HVE) qui perpétuent l'usage des pesticides de synthèse.

L'augmentation constante du nombre de doses unités de pesticides utilisées en France ces dernières années montre que l'entêtement des institutions agricoles est bien plus fort que les mesures annoncées comme le plan Ecophyto (cf le récent audit de la Commission). Le volontariat atteint ses limites et l'annonce sans cesse reportée de la réduction des pesticides dans le vignoble bordelais devient insupportable. Quel genre d'électrochoc faudra-t-il pour que les institutions agricoles réorientent de façon radicale les pratiques ?

→ **Des solutions existent**

Pourtant, les alternatives aux pesticides existent déjà et il est urgent de les généraliser. Les agriculteurs bio et beaucoup de ceux qui ont choisi une agriculture à bas niveau d'intrants, n'utilisent pas d'herbicides de synthèse. Ils démontrent chaque jour que cela est possible. Mais certains reçoivent les aides promises avec trois ans de retard, ce qui n'encourage pas vraiment les autres à les suivre. Il est urgent de prévoir conseil et accompagnement effectif à la transition. De plus l'abandon des CMR (amorcé par quelques caves girondines) et des PE devrait être immédiatement rendu obligatoire et la Chambre d'agriculture doit rendre le service de conseil gratuit pour tous les agriculteurs girondins.

Pouvoirs publics et institutions agricoles girondines ont l'obligation de préserver la santé de tous aujourd'hui et celle des générations futures. Nous ne pouvons nous permettre d'attendre encore des années pour mettre en place une agriculture véritablement respectueuse de la planète et de ses habitants.

Signataires :

Alerte Aux Toxiques!
Les produits de l'industrie chimique sont toxiques, leurs pratiques le sont aussi.



Collectif IEET Bordeaux-Gironde

